

L'UA appelle l'Algérie au dialogue national

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4731 - Dimanche 17 mars 2019 - Prix : 10 DA

Boudjima (Tizi Ouzou)

La bibliothèque «Mohya» reçoit un don de plus de 1 500 livres

Page 24

Aide aux personnes handicapées

Près de 300 000 assurés sociaux pris en charge par la Cnas

Page 2

La femme qu'il faut à la place qu'il faut

Par Mohamed Habili

Theresa May, la Première ministre britannique, qui en matière de Brexit est allée de défaite écrasante en défaite qui l'est à peine moins, n'a cependant pas encore épuisé tous les recours possibles avant de devoir s'avouer vaincue et rendre le tablier. Ce que l'on sait désormais d'elle de façon certaine, c'est qu'elle n'est pas le genre à se laisser intimider par la difficulté de la tâche. Au contraire, elle donne le sentiment d'y trouver un supplément de détermination à faire front, à garder le cap, à la limite quoi qu'il advienne par la suite. La réalité, c'est qu'elle est assez politique et fine pour savoir que pour les conservateurs du moins, son camp, il y a pire que le Brexit, avec ou sans accord avec l'Union européenne. Il y a la défaite devant les travaillistes dans le cas d'élections anticipées, et pire encore, l'arrivée au pouvoir de Jeremy Corbyn, un socialiste à l'ancienne, le cauchemar, le comble de l'horreur. C'est sa famille qui compte le plus de brexiters purs et durs, mais c'est elle aussi qui aura le plus à perdre dans le cas d'une victoire électorale des travaillistes, du reste quasi assurée dans le contexte actuel. Tout, y compris donc rester dans l'Union européenne, plutôt que la victoire de l'aile gauche des travaillistes. Or la marge de manœuvre de Theresa May est d'autant plus appréciable que les Européens ne sont pas pressés de voir la Grande-Bretagne, un pays qui tout de même compte, sortir de l'Union.

Suite en page 3

Rassemblement de centaines de syndicalistes devant l'UGTA

Le départ de Sidi-Said exigé



PH. E. Soraya/J. A.

«Tant que Sidi-Said et son clan sont toujours à la tête de l'UGTA, on continuera à organiser des manifestations chaque samedi à 10h», ont assuré les travailleurs et syndicalistes rassemblés hier devant le siège de l'Union générale des travailleurs algériens.

Lire page 2

Développement de la sous-traitance en Algérie

Un process industriel aux enjeux multidimensionnels

Page 3

Attentats contre deux mosquées en Nouvelle-Zélande
L'Algérie condamne «avec la plus grande force ces attaques terroristes»

Page 4

Rassemblement de centaines de syndicalistes devant l'UGTA

Le départ de Sidi-Said exigé

■ «Tant que Sidi-Said et son clan sont toujours à la tête de l'UGTA, on continuera à organiser des manifestations chaque samedi à 10h», ont assuré les travailleurs et syndicalistes rassemblés hier devant le siège de l'Union générale des travailleurs algériens.

Par Thininene Khouchi

Hier, des centaines de travailleurs et syndicalistes affiliés à l'UGTA se sont rassemblés

Manifestations des «gilets jaunes» Heurts avec les forces de l'ordre à Paris

DES HEURTS ont éclaté hier sur l'avenue des Champs Élysées à Paris, quadrillée par les forces de l'ordre, lors de la 18^e journée de manifestation des «gilets jaunes», en révolte depuis quatre mois contre la politique fiscale et sociale du gouvernement. Selon les images diffusées par les médias, des manifestants ont tenté d'attaquer un camion de gendarmerie tandis que d'autres érigeaient des barricades sur l'avenue, où des milliers de «gilets jaunes» ont commencé à se rassembler en début de matinée. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canon à eau pour disperser les manifestants, selon l'AFP. Trente et une personnes ont été interpellées, selon un bilan communiqué la matinée par la préfecture de police de Paris. Désireux de démontrer une détermination intacte, quatre mois presque jour pour jour après le début de leur mouvement – qui se veut apolitique et s'organise sur les réseaux sociaux – plusieurs figures de la fronde ont promis un «*regain de mobilisation*» samedi. Annonçant un «*ultimatum*» au gouvernement, ils ont invité leurs sympathisants à converger vers Paris. Cette nouvelle journée de manifestations intervient à l'issue d'une multitude de débats organisés dans toute la France à l'initiative des autorités. Le gouvernement souhaitait ainsi canaliser la colère et faire émerger des propositions, alors que le nombre de manifestants est en baisse constante ces dernières semaines. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, contestés par les «gilets jaunes», ils étaient 28 600 manifestants en France lors de la 17^e journée de manifestation samedi dernier, soit dix fois moins que les 282 000 du 17 novembre, au début du mouvement. Pour prévenir les émeutes urbaines et déprédations qui ont émaillé plusieurs manifestations, un dispositif policier resserré a été mis en place. Quelque 5 000 hommes et six véhicules blindés de la gendarmerie sont mobilisés dans la capitale où sont également prévues plusieurs autres manifestations, notamment une «*Marche du siècle*» pour le cli-



PHE: Soraya/J. A.

devant le siège de l'Union générale des travailleurs algériens pour exiger le départ de son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd, à la tête de la confédération syndicale depuis 1997. Outre le départ immédiat de Sidi-Said, les mots d'ordre des manifestants étaient de «*dénoncer les dossiers de corruption, soutenir les syndicats exclus par la Centrale et rendre l'UGTA aux travailleurs*». Plusieurs syndicalistes qui ont participé à ce mouvement ont dénoncé les «*abus de pouvoir*», du secrétaire général de l'UGTA et accusé la direction de «*travailler contre les intérêts des travailleurs*» et de «*violier les statuts de l'organisation*». Les syndicalistes venus des quatre coins du pays demandent en outre «*l'organisation d'une*

réunion d'urgence de la Commission exécutive nationale (CEN) pour débattre de la situation et prendre une position claire dans l'intérêt du pays, des travailleurs et de l'UGTA». Les représentants des syndicats rencontrés hier se sont adressés à tout syndicaliste qui refuse la continuité de Sidi-Said à la tête de l'UGTA et aspire à son départ et à celui de son clan : «*Nous appelons les sections syndicales affiliées à l'UGTA à participer à l'opération de nettoyage de l'Union générale des travailleurs algériens du clan qui a hypothéqué l'avenir de millions de travailleurs et de participer en masse chaque samedi au ras-*

semblement jusqu'à satisfaction de nos revendications et surtout le départ de Sidi-Said». Selon un ex-coordonateur de santé, M. Salim, depuis un moment l'UGTA ne cesse de se dégrader à cause de son SG et son clan. «*Nous en avons marre de subir le favoritisme et le despotisme au sein de notre organisation syndicale*», a indiqué notre interlocuteur avant d'ajouter que «*tous ceux qui ne lui sont pas dévoués sont automatiquement isolés et marginalisés*». Plusieurs autres situations ont été dénoncées par les syndicalistes. Selon les manifestants, l'image que véhicule Sidi-Said et son clan ne reflète en rien les aspirations des travailleurs. Ils lui reprochent «*sa gestion bureaucratique et son abus de pouvoir*». Pour les mani-

festants, «*il est temps de procéder à un assainissement total au sein de cette instance syndicale laquelle, d'après leurs témoignages, a perdu de sa crédibilité*». «*Vingt ans barakat. Qu'il rentre chez lui*», crient les syndicalistes qui semblent en avoir gros sur le cœur. «*Tous ensemble pour un changement digne et radical. L'UGTA appartient à tous les travailleuses et travailleurs*», scandaient encore les manifestants. Enfin, les organisations syndicales ont participé à ce rassemblement sont affiliées à plusieurs secteurs, à savoir la santé, l'éducation, Algérie Télécom, la Cnas, la Cnac, l'enseignement supérieur, la jeunesse et le sport, les retraités, Natfall, l'Hôtellerie,...

T. K.

Aide aux personnes handicapées

Près de 300 000 assurés sociaux pris en charge par la Cnas

La prise en charge des personnes handicapées occupe de plus en plus une place non négligeable dans le dispositif de sécurité sociale. Outre le financement des rentes à cette catégorie sociale vulnérable, la Cnas consacre chaque année une manne financière importante à l'appareillage des handicapés. En termes de chiffres, près de 295 000 assurés sociaux à besoins spécifiques ont été pris en charge en matière de prestations et d'appareillage durant l'année 2018, avec une dépense globale de 6 milliards de DA, a-t-on appris auprès de cette caisse. «*Au total, 294 641 assurés sociaux à besoins spécifiques ont été pris en charge en matière de prestations et d'appareillage par la Cnas, durant l'année 2018, avec une dépense globale de 6 milliards de DA, dont 4 milliards DA en matière d'appareillage*», a-t-on précisé de même source. La catégorie d'assurés sociaux à besoins spécifiques

bénéficie d'une «*attention particulière*» en matière d'allègement et de facilitation d'accès aux prestations offertes par la Cnas, a-t-on ajouté, rappelant que «*des mesures ont été prises dans plusieurs volets en faveur de cette frange de la société*». Dans ce sens, la Caisse a aménagé l'ensemble de ses structures en rampes et accès spécifiques et réservé un guichet dédié à cette frange de la société. Des locaux ont été également mis à la disposition de l'Office national d'appareillage et d'accessoires pour personnes handicapées (Onaaph), pour son activité d'audiologie au niveau de 29 agences relevant de la Cnas dans le cadre de la mutualisation des moyens et l'ouverture de contrôles médicaux au niveau des structures de l'Office. La suppression par la Caisse du contrôle a posteriori de l'appareillage et des accessoires vendus en l'état par l'Onaaph permettant un allègement et une

réduction des déplacements des personnes à besoins spécifiques auprès des services de la Cnas figure aussi parmi ces mesures. La Cnas a également procédé à la décentralisation et la modernisation des moyens d'acquisition de l'appareillage et accessoires par le déploiement de solutions informatiques permettant à la personne à besoins spécifiques d'acquieser son appareillage dans n'importe quel centre de paiement à travers le territoire national. Dans un même contexte, la Caisse a mis à la disposition de ces assurés sociaux et leurs ayants droit des centres de prise en charge psychologique et orthophonique à l'échelle nationale et d'autres au profit des enfants atteints d'un handicap moteur pour une prise en charge dans le cadre de l'insertion socio-scolaire. Sur un autre volet, la Caisse a mis en place un service social, dans le cadre de son action sanitaire et sociale, afin d'assurer la prise en charge

des assurés sociaux et de leurs ayants droit fragilisés par la maladie ou la perte d'autonomie et sans assistance. «*En 2018, plus de 6 600 personnes ont bénéficié de ces procédures*», a-t-on indiqué de même source. D'autres mesures ont été prises telles que la généralisation de l'usage du langage braille sur tous les supports d'information élaborés par la Cnas et l'adaptation du site web de la Caisse en faveur des personnes malvoyantes à travers la transcription vocale du contenu. Par ailleurs, la Caisse a lancé des opérations de sensibilisation destinées à son personnel pour «*une meilleure qualité d'accueil et de contact*» avec les personnes à besoins spécifiques ainsi que des programmes de formation en langage des signes au profit des responsables en charge de l'écoute et de la communication.

Meriem Benchaouia

Pour la mise en œuvre des réformes annoncées par Bouteflika

L'UA appelle l'Algérie au dialogue national

■ Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine (UA), qui affirme suivre «de près» ce qui se passe actuellement en Algérie, a appelé hier au dialogue pour la mise en œuvre des réformes annoncées par le président Bouteflika, qui a décidé de reporter l'élection présidentielle et de ne pas briguer un cinquième mandat.

Par Lynda Naili

Après avoir annoncé suivre de «près» les développements en cours en Algérie, M. Faki Mahamat a lancé, dans un communiqué, «un appel au dialogue national pour la réalisation du nécessaire consensus pour la mise en œuvre diligente de ces réformes dans la paix, la stabilité et la continuité de l'Etat».

En outre, «le président de la Commission se félicite également des décisions annoncées le 11 mars 2019 par le président Abdelaziz Bouteflika dans son plan en sept points, en particulier sa décision de ne pas se porter candidat à l'élection présidentielle», a ajouté le communiqué.

Dans ce contexte M. Faki Mahamat s'est aussi félicité du «caractère pacifique des manifestations, qui témoignent d'une grande maturité et d'un esprit élevé de responsabilité de la part du peuple algérien et de tous les

Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine (UA).



acteurs concernés». «Le président de la Commission exprime la pleine solidarité de l'Union africaine avec l'Algérie en cette

phase particulière de son histoire. Il est convaincu que le peuple algérien trouvera, en lui-même, les ressources nécessaires pour

relever les défis de l'heure et jeter les bases du renouveau national souhaité», a conclu le texte. **L. N.**

Développement de la sous-traitance en Algérie

Un process industriel aux enjeux multidimensionnels

Au-delà des «si» que les Algériens invoquent parfois pour dire avec regret ce qui aurait pu se faire si des choix n'avaient pas orienté l'économie algérienne dans le sens qui fut le sien durant des décennies, le propre d'un constat de carence établi au présent est d'être pris en charge en vue d'y remédier. C'est le cas aujourd'hui de l'industrie, en général, où les conditions d'urgence, à terme, d'un réseau de sous-traitance nationale, sont en phase d'être réunies, alors que les signes d'une synergie commencent à se profiler dans certaines filières dynamiques, comme l'automobile, la mécanique agricole.

Il est évident que dans toutes les filières industrielles, les petits et grands opérateurs ont définitivement pris conscience de la nécessité de lier leur destin à ce qui constitue leur seule et unique chance d'envisager un avenir possible, à savoir : un réseau de sous-traitance qui permette une production locale intégrée, des investissements étrangers avec

des transferts de technologie et de savoir-faire, et des partenariats publics-privés.

Si les partenariats et les investissements étrangers sont tributaires d'une volonté conjointe et d'un environnement d'affaires qu'il s'agit de viabiliser et d'optimiser pour renforcer l'attractivité du marché et le climat des affaires, le marché de sous-traitance, lui, est en revanche tributaire de paramètres beaucoup plus complexes, qui ont besoin d'un soutien conséquent de l'Etat sur les plans législatif et réglementaire et sur le plan financier. Cela surtout que la concrétisation d'un marché intégré de la sous-traitance demande beaucoup de temps et exige, dès le départ, le respect de normes industrielles rigoureuses.

Les entreprises industrielles qui se voient une vocation dans la sous-traitance au service d'une filière industrielle savent qu'elles ont du pain sur la planche en matière de mise à niveau; une mise au diapason de

leurs normes sur tous les plans, notamment dans le domaine managérial où la grande mise à l'épreuve se fait, dans le sens où le sous-traitant, qui devient désormais un élément de la chaîne du processus de production dans une industrie donnée, ne doit absolument pas s'avérer, du fait de sa mauvaise gestion de ses ressources, de la maintenance de ses équipements, de son approvisionnement en intrants industriels, ou encore de ses délais, un maillon faible qui compromet la bonne marche de toute une industrie, surtout si celle-ci ne se limite pas à une production locale, envisageant un marché continental ou outre-mer.

C'est dire les enjeux industriels et économiques que représente un engagement avec un sous-traitant ; c'est dire, dans ce cas aussi, le processus lent et difficile, à travers lequel se font la validation et l'intégration, dans un process industriel, d'un sous-traitant historiquement jeune.

Du fait d'une tradition indus-

trielle bien ancrée en Algérie, les filières où les donneurs d'ordres peuvent requérir les services de sous-traitants ne manquent pas et, pour peu que l'effort soutenu aujourd'hui pour développer ce pan industriel se poursuive, nous verrons, en dix années tout au plus, émerger un marché de la sous-traitance très bien structuré dans la métallurgie, la sidérurgie, la mécanique, l'électricité, l'électronique et la plasturgie ainsi que les métiers relatifs aux services.

Quoi qu'il en soit, et la volonté politique que reflète le volontarisme financier et l'accompagnement institutionnel, est là pour en témoigner : l'Algérie n'a pas d'autre choix que d'aller vers le développement de la sous-traitance industrielle, à la fois pour une activité intégrée et compétitive, qui puisse envisager d'autres marchés, tout en soustrayant le Trésor public à des dépenses contraignantes à l'importation, et pour une activité viable qui contribue à la prospérité sociale en créant de nouvelles richesses et de l'emploi. **Filali H. Imène**

Action sociale

De nouvelles structures pour les enfants aux besoins spécifiques

Le secteur de l'action sociale de la wilaya de Laghouat a été consolidé de nouvelles structures dans la commune d'Aflou pour améliorer les conditions de prise en charge des enfants aux besoins spécifiques, a-t-on appris samedi des responsables du secteur. Il s'agit de l'ouverture d'une annexe d'école pour petits

sourds-muets, dotée de sept salles d'une capacité d'accueil globale de 60 élèves, regroupant actuellement 35 élèves, selon la même source. Vingt-quatre enfants déficients mentaux sont pris en charge actuellement au niveau d'une annexe du centre psychopédagogique (60 places), dotée d'un bloc péda-

gogique, de quatre salles de sports, d'une salle de soins et d'un dortoir, a-t-on ajouté. La commune d'Aflou a bénéficié également d'un centre pour insuffisants respiratoires, entrée en service dernièrement, réalisé pour un montant de 70 millions de dinars accordé au titre du programme sectoriel de développe-

ment (PSD). Le secteur de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya de Laghouat a été renforcé ces dernières années par de nouvelles structures implantées à travers les différentes régions de la wilaya pour assurer une meilleure prise en charge de cette frange sociale vulnérable. **H. Y.**

LA QUESTION DU JOUR

La femme qu'il faut à la place qu'il faut

Suite de la page une

Is lui accorderont donc sans difficulté le délai de quelques mois qu'elle est maintenant obligée de leur demander, étant donné que d'une part, la Chambre des communes a rejeté l'éventualité d'une sortie sans deal, et que de l'autre la date de sortie, fixée pour le 29 de ce mois, est arrivée. Le fait que le jour soit arrivé, ou quasiment, et que la sortie devra être reportée, prouve quelque chose : c'est que cette sortie pour le moins ne va pas de soi. Certes, quelque chose que l'on savait depuis quelque temps déjà, mais qui aujourd'hui est en train de devenir une réalité impossible à ignorer. Les Britanniques ont voté, d'ailleurs à une petite majorité, pour quelque chose qui se révèle maintenant irréalisable. Il faut bien comprendre de quoi il s'agit. Si la sortie est impossible, ce n'est pas pour des raisons économiques, ni même pour des motifs politiques ordinaires, mais pour un « détail », qui pendant la campagne pour le référendum n'a été évoqué par personne, ni par les partisans du Brexit, ni par ceux du maintien : la division de l'île d'Irlande en deux entités politiques, en un Etat membre de l'UE, et en une province partie intégrante du Royaume-Uni. Avec le recul dont on dispose aujourd'hui, on reste confondu devant l'imprévoyance totale de la classe politique britannique à cet égard. Pas un bord, pas un parti, pas une famille politique, pas même une personnalité, qui ait touché de près ou de loin à la question irlandaise pendant la campagne pour le référendum sur le Brexit. La seule frontière terrestre du Royaume-Uni passe entre les deux Irlande, et devoir la fermer, par suite du Brexit, équivaut à tuer l'accord de Belfast garantissant la paix en Irlande du nord. S'il est en Europe un pays pour qui quitter l'UE, c'est mettre en danger à la fois sa paix civile et son intégrité territoriale, c'est bien le Royaume-Uni. L'imprévoyance de la classe politique britannique est sans exemple. Sans doute un sujet d'interrogation infinie pour les historiens futurs qui se pencheront sur la question. Si la sortie est impossible sans que la violence reprenne en Irlande, c'est que donc le Brexit n'aura jamais lieu. Les Britanniques devront bien finir par admettre qu'ils ont approuvé quelque chose qui n'est pas faisable. Or pour une tâche de cette nature, probablement nul n'est mieux qualifié que Theresa May, à qui la défaite même écrasante ne fait pas peur.

M. H.

Attentats contre deux mosquées en Nouvelle-Zélande

L'Algérie condamne «avec la plus grande force ces attaques terroristes»

Les attentats terroristes contre deux mosquées bondées de la ville néo-zélandaise de Christchurch a suscité de vives réactions à travers le monde. Ainsi, l'Algérie condamne avec la plus grande force ces attaques terroristes.

Par Louiza Ait Ramdane

En effet, l'Algérie condamne avec la plus grande force les attaques terroristes criminelles, a déclaré vendredi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. «Nous condamnons avec la plus

Wilaya d'Oran Prochaine installation d'une commission d'éducation à l'environnement

UNE COMMISSION de wilaya d'éducation à l'environnement et au développement durable sera installée prochainement à Oran, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de l'Environnement. La décision d'installation de cette commission a été prise pour créer un ancrage citoyen à travers des actions d'information et de sensibilisation au niveau local, a indiqué M^{me} Mansouri, chargée de la communication à la direction de l'environnement. Elle intervient dans le cadre de la mise en œuvre d'un protocole d'accord entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables et celui de l'Education nationale, a-t-elle précisé. Cette commission, qui se veut un point d'appui essentiel d'accompagnement des pouvoirs publics, sera composée de représentants des directions locales de l'Environnement, de l'Education, de la Maison de l'environnement, de l'Inspection de l'environnement, de l'Inspection de l'éducation des trois paliers ainsi que d'autres acteurs, tels que les représentants de l'association des parents d'élèves et ceux des collectivités locales, a fait savoir la responsable. Il est prévu, dans ce cadre, la création de clubs à l'environnement afin de consolider les acquis et répondre aux nouveaux défis de l'éducation à l'environnement, a expliqué M^{me} Mansouri, affirmant que le programme vise à renforcer l'éducation à l'environnement et au développement durable par la réalisation d'activités scolaires, pédagogiques et préscolaires. Selon la même source, les clubs de l'environnement sont des espaces interactifs et éducatifs où l'élève met à profit ses connaissances, son savoir-faire et savoir-être en matière d'écocitoyenneté, de protection de l'environnement et développement durable.

grande force les attaques terroristes criminelles perpétrées ce jour, 15 mars 2019, contre deux mosquées dans la ville de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, lesquelles ont fait de nombreux morts dont des femmes et des enfants, venus accomplir la prière du vendredi», a indiqué la même source. «Nous nous inclinons devant le martyre de ces innocentes victimes et présentons nos sincères condoléances à leurs familles et à leurs proches, tout comme nous assurons de notre compassion et de notre solidarité les familles des blessés», a ajouté M. Benali Cherif. «Ces actes de terreur perpétrés par des extrémistes fanatiques formatés par des discours chauvinistes, haineux, discriminatoires et racistes, interpellent toutes les consciences sur la nécessité impérieuse d'une action tous azimuts de l'ensemble des acteurs politiques dans toutes les sociétés pour faire face, avec tous les moyens possibles, aux porteurs du discours et de l'idéologie de l'exclusion, de la discrimination et de haine», a-t-il souligné. «La communauté internationale se doit de redoubler les efforts pour lutter contre le phénomène de la xénophobie et de combattre toutes ses manifestations, à travers la consécration des valeurs de paix, de tolérance et du vivre ensemble», a conclu le porte-parole.

La France a condamné aussi avec la plus grande fermeté l'attentat terroriste. «Je condamne avec la plus grande fermeté



l'odieux attentat perpétré aujourd'hui contre deux mosquées de Christchurch, dont le bilan, toujours provisoire à ce stade, fait état de plusieurs dizaines de morts et de blessés», a indiqué dans une déclaration le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, soulignant que la France se tient aux côtés de la Nouvelle-Zélande. Les mosquées de cette localité de l'Île-du-Sud étaient remplies vendredi. L'assailant a été abattu. Les médias locaux ont rapporté que jusqu'à neuf personnes avaient péri et que plusieurs autres avaient été blessées. Des enfants figureraient également parmi les morts. Le tireur qui a tué plusieurs musulmans en Nouvelle-Zélande vendredi est un extrémiste de droite australien, a déclaré le Premier

ministre australien, Scott Morrison. Les fusillades dans deux mosquées de Christchurch sont l'œuvre d'un «terroriste extrémiste de droite, violent», a-t-il dit sans autre précision, expliquant que l'enquête était aux mains des autorités néo-zélandaises.

Les autorités locales ont affirmé hier que l'attaque terroriste contre une mosquée dans la ville néo-zélandaise de Christchurch n'a pris fin vendredi qu'à la faveur de l'intervention de deux policiers d'une petite bourgade voisine, une demi-heure après le début de la tuerie. La Première ministre Jacinda Ardern a souligné que l'Australien Brenton Tarrant aurait probablement tué davantage de monde sans l'intervention des deux policiers. «Le tireur était mobile. Il y avait

deux autres armes à feu dans le véhicule qu'il utilisait et il est clair que son intention était de poursuivre son attaque», a déclaré M^{me} Ardern aux journalistes à Christchurch. «Il y avait des policiers de campagne, je crois de Lincoln qui étaient présents», a raconté M^{me} Ardern, en citant le nom d'une petite localité au sud de Christchurch. «L'individu inculpé était en détention 36 minutes après le premier appel. Brenton Tarrant, 28 ans, a été inculpé samedi par un tribunal de la ville néo-zélandaise. La Nouvelle-Zélande fait partie des pays dont les policiers ne portent pas d'arme en temps normal. Mais des agents armés peuvent être déployés dans des circonstances particulières. L. A. R.

Réveil des partis

Le parti Talaie El Hourriyet appelle l'opposition «à serrer les rangs»

Le parti Talaie El Hourriyet a appelé hier l'opposition à serrer les rangs «pour traduire les aspirations populaires en actions et initiatives visant à concrétiser ces aspirations». Dans un communiqué sanctionnant les travaux d'une réunion extraordinaire de son bureau politique, le parti de l'ancien chef du gouvernement, Ali Benflis, «considère que la période cruciale que vit notre pays commande à l'opposition de serrer les rangs pour traduire les aspirations populaires en actions et initiatives visant à concrétiser ces aspirations». Saluant la marche du vendredi 15 mars, le bureau politique du parti a noté la «forte participation» de la femme algérienne à toutes les marches et rassemblements, notamment à celle du 8 mars, «où elle a revendiqué haut et fort sa citoyenneté tout en exprimant son rejet du régime politique en place», relevant «avec satisfaction» l'attitude des forces de l'ordre mobilisées à l'occasion des marches et rassemblements. Evoquant les prises de position de certaines puissances sur la situation du pays, le bureau politique du parti a réaffirmé «son rejet de toute ingérence dans les affaires intérieures de notre pays».

El Islah appelle à l'ouverture d'un débat entre les différents acteurs pour «définir» les priorités de l'étape actuelle

Le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé, hier à Biskra, à l'ouverture d'un débat entre les différents acteurs pour «définir les priorités de l'étape actuelle». «Le mouvement El Islah propose l'ouverture d'un débat entre les différents acteurs, en vue de définir les priorités de l'étape actuelle qui doit être à durée limitée, de façon consensuelle pour une transition souple», a soutenu le président de cette formation politique, lors d'un meeting regroupant adhérents et sympathisants de son parti. M. Ghouini a également réitéré son appel pour «davantage de garanties pour rassurer les jeunes, la classe politique et tous les Algériens», relevant l'impératif de se structurer au sein d'espaces représentatifs. «L'ensemble des Algériens, notamment les jeunes manifestants, doivent œuvrer à se structurer au sein d'espaces représentatifs, partisans, syndicaux ou associatifs, afin d'assurer leur représentation dans la conférence nationale proposée, pour défendre les reven-

dications soulevées», a-t-il également soutenu. M. Ghouini, saluant le caractère pacifique des manifestations populaires, le haut sens de responsabilité dont ont fait preuve les Algériens et le professionnalisme des différents corps de sécurité, s'est félicité des décisions prises par le président de la République dans son message, lesquelles, a-t-il estimé, «répondent aux revendications de larges franges du peuple algérien». Il a, à cet effet, relevé que son parti «adhère aux appels de réformes profondes demandées par les Algériens et approuvées par le président de la République».

«Le mouvement El Islah adhère aux appels de réformes profondes demandées par les Algériens et approuvées par le président de la République, à travers une feuille de route devant aboutir à un grand consensus national pour l'édification d'une nouvelle République et un nouveau système algérien, qui sera issu de la Conférence nationale inclusive», a-t-il relevé. Le président du mouvement El Islah a également réitéré «le refus catégorique» de sa formation politique de toute ingérence étrangère dans les affaires internes du pays.

Salah G.

Selon l'ONS

Production agricole : hausse par-ci, baisse par-là

■ Des divergences ont caractérisé la tendance générale de la production agricole durant la campagne agricole 2016-2017, en comparaison avec la précédente 2015-2016, a-t-on appris auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Par Salm K.

Plusieurs produits agricoles ont connu des hausses de production. Il s'agit essentiellement des céréales, les légumes secs, les agrumes, les dattes et les figuiers. Cependant, des baisses ont caractérisé d'autres produits agricoles, dont les cultures industrielles et les fruits à noyau ou à pépin, alors que des cultures comme les maraichères ont connu une stagnation. Durant la campagne agricole 2016-2017, la production totale de céréales d'hiver a été évaluée à près de 34,703 millions de quintaux (qx), contre plus de 34 300 millions de qx, soit une hausse de 1% par rapport à la campagne 2015-2016. Cette légère amélioration incombe à la production de blé dur qui a atteint 19,910 millions de qx en 2017, contre 19,400 millions de qx en 2016, en hausse de 3%. Elle est due aussi à la production de l'orge, qui est passée de 9,199 millions de qx, à près de 9,700 millions de qx, en hausse de 5% durant la même période de comparaison. S'agissant du blé tendre, l'ONS fait état d'une production atteignant 4,455 millions de qx en 2017, contre 5,025 millions de qx en 2016, soit une baisse de 11%. La production céréalière est constituée essentiellement du blé dur, blé tendre et de l'orge, qui représentent respectivement 57%, 13% et 28% de l'ensemble des productions de céréales, explique la même source. Par ailleurs, la production agricoles des légumes secs a connu «une belle performance» pour atteindre près de 1,073 millions de qx, contre 773 106 qx durant la campagne, enregistrant ainsi une hausse de (+39%). Selon les données de l'Office, cette performance est due essentiellement à des hausses «remarquables» de la production des lentilles qui a atteint 191 387 qx (+90%), les haricots secs 14 797 qx (69%) et les pois chiches 293 356 qx (+36%). Pour les agrumes, leur production a connu également une tendance haussière. Ils totalisent plus de 13,440 millions de qx en 2017, contre 12,032 millions de qx en 2016 (+12%). La



hausse la plus importante concerne les oranges qui a atteint près de 10,140 millions de qx (+14%), suivie de celle de la clémentine plus de 2,054 millions de qx (7%), les mandarines 452 217 qx (+7%), le citron 777 572 qx (+5%). La production du pomélos a, toutefois, stagné à près de 19 000 qx en 2017, par rapport à 2016. Pour ce qui est de la production de dattes, l'ONS relève un total supérieur à 10,580 millions de qx, contre 10,390 millions de qx, (+3%). Par variété, près de 54% de la production provient des fameuses dattes algériennes «Deglet-Nour» avec une production de 5,670 millions de qx (+2%), les dattes sèches qui représentent 2,866 millions de qx (+4%). Et enfin, les dattes molles ont enregistré une production de 2,050 millions de qx, soit une hausse +2%. D'autre part, le rendement des figues s'est amélioré en 2017 pour atteindre une production de

1,290 millions de qx (+7%), par rapport à la même période de comparaison déjà citée.

Recul des cultures industrielles

Les cultures industrielles (tomates, tabacs, arachides et autres) ont atteint plus de 12,555 millions de qx, contre plus de 12,800 millions de qx, en baisse de 2% durant les périodes de comparaison. Cette baisse s'explique principalement, selon la même source, par le recul de la production de tomates industrielles (-2%) pour totaliser près de 12,100 millions de qx. Quant à la production de tabac et d'arachides, elle a augmenté respectivement de 5% et de 43%. Le tabac a connu une production de 102 900 qx, alors que celle des arachides est de 101 713 qx, détaille l'organisme des statistiques dans sa publication sur la production agricole campagne

2015-2016/ 2016-2017, élaborée sur la base des données du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche (MADRP). La production de l'ensemble des cultures fruitières (espèces à noyau et/ou à pépin) a atteint plus de 15,170 millions de qx en 2017, contre environ 15,400 millions de qx en 2016, enregistrant ainsi une légère baisse de (-1%). Selon l'Office 80% de la production provient de quatre espèces de cultures fruitières : les pommes (32,6%), les abricots (15,7%), les poires (15,6%) et les pêches (13,01%). Durant la campagne agricole 2016-2017, la production d'olives a été évaluée à plus de 6,844 millions de qx, dont plus de 57% destinés à l'extraction d'huile. Comparativement à la campagne 2015-2016, la récolte a baissé de 2%, soit 119 709 qx de moins. Cette régression est due, notamment, à la baisse de la production d'olives pour l'huile

(-18%) pour totaliser 3,900 millions de qx, contre 4,750 millions de qx. En revanche, la production d'olives de table a été évaluée à près de 2,930 millions de qx contre plus de 2,200 millions de qx, en hausse de 32%. La production de vignoble est estimée à plus de 5,660 millions de qx, contre plus de 5,700 millions qx, marquant ainsi une légère baisse (-1%) durant les périodes de comparaison. La production de raisins de table, qui représente 87% de la production totale de vignoble, quant à elle, a connu une stabilisation autour de 5 millions de qx.

Stagnation des maraichères

La production des cultures maraichères, qui a connu en 2017 et par rapport à l'année d'avant une stagnation, a été estimée à près de 130,190 millions de qx. Cette stagnation s'explique principalement par la baisse des cultures maraichères des produits phares : la pomme de terre (-3%), l'oignon (-7%), les carottes (-3%), les navets (-15%), et les choux verts (-15%). Par ailleurs, d'autres produits ont connu des hausses de production. Il s'agit notamment des concombres (+24%), les aubergines (+23%), les artichauts (+11%) et les courgettes (+14%). Selon les données statistiques de l'ONS, la production de l'ensemble des fourrages a atteint plus de 41,190 millions de qx, contre près de 47,980 millions de qx, en baisse de (-14%) durant les périodes de comparaison. La production des fourrages artificiels, qui représentent 86% de l'ensemble des productions fourragères, est estimée à plus de 35,500 millions de qx, contre 40,056 millions de qx, soit une baisse de 11%. Quant à la production des fourrages naturels (prairies naturelles...), elle a atteint près de 5,700 millions de qx, contre 7,920 millions de qx en baisse de (-28%). Par ailleurs, l'Office note que l'effectif global du cheptel, toutes races confondues, s'est vu évaluer à près de 36 millions de têtes durant la campagne 2016/2017, un chiffre presque identique à la campagne précédente. L'élevage ovin domine avec un effectif de près de 28,400 millions de têtes, suivi du caprin avec plus de cinq millions de têtes, ensuite le bovin avec près de 1,9 million de têtes et enfin le camélin avec 381 882 de têtes. Les effectifs ovin, caprin et camélin se sont accrus de 1% chacun. En revanche, le cheptel bovin a continué à baisser en 2017, soit -9% pour totaliser 1 895 126 têtes, contre 2 080 936 têtes en 2016. Concernant le cheptel équin, il a affiché «une sensible» baisse (-74%) passant de 177 820 têtes en 2016 à 46 841 têtes en 2017.

S. K./APS

Pétrole

Le panier de l'Opep à plus de 67 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a atteint 67,29 dollars le baril jeudi, contre 66,60 dollars mercredi, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, les prix du pétro-

le se stabilisaient en cours d'échanges européens à près de 67,49 dollars le baril, proches de leur plus haut en quatre mois alors que les investisseurs s'inquiètent des perturbations de la production dans plusieurs pays, notamment l'Iran et le Venezuela. Le Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 67,49 dollars à Londres, en baisse de 6 cents par rapport à la clôture de mercredi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat d'avril cédait 18 cents à 58,08 dollars. L'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) continue de limiter ses extractions pour empêcher une surabondance sur le marché par rapport à la demande. Certains représentants de l'Opep se réuni-

ront à partir de ce week-end avec leurs partenaires à Bakou, en Azerbaïdjan, pour évaluer l'état du marché et l'effet de leurs baisses volontaires de production, qui ont été renforcées en décembre. La réunion du comité ministériel de suivi Opep et non-Opep, qui aura lieu lundi, n'a pas de pouvoir décisionnaire, mais vu la présence de représentants des deux poids lourds de l'accord, la Russie et l'Arabie saoudite, toute déclaration sera scrutée par les investisseurs. L'Opep et ses partenaires dont la Russie, devraient tenir ensuite deux réunions, les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production engagée depuis début janvier doit être maintenue ou amendée.

Mahi O./Agences

Ghardaïa

700 millions DA pour accompagner les besoins croissants en eau potable

■ Une enveloppe budgétaire de l'ordre de 700 millions de dinars a été dégagée par les pouvoirs publics au titre de l'année 2019 pour accompagner les besoins croissants en matière d'eau potable dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris des responsables de la wilaya.

Par Anissa H.

Cet investissement sera consacré principalement pour une opération de renforcement de la production et la mobilisation de l'eau potable souterraine (nappe phréatique ou albiennne), en raison d'une croissance démographique accélérée et du développement de la demande des secteurs agricole et industriel dans la région, a précisé le secrétaire général de la wilaya. A ce titre, une opération pour un montant de 500 millions dinars a été projetée pour la réalisation de sept nouveaux forages équipés pour le renforcement et la mobilisation de l'eau potable dans les communes de Ghardaïa, Metlili, Zelfana, Hassi Lefhal, Guerrara et El Menea, a indiqué Bouleam Amrani. Deux cents millions de dinars seront consacrés pour la rénovation, la réhabilitation et l'extension du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) à travers les différentes communes, en vue d'améliorer la qualité de service, et d'accompagner l'essor urbanistique que connaît la wilaya, a-t-il ajouté. Ces projets permettront d'améliorer, d'optimiser et de rénover les infrastructures de distribution d'eau potable, de lutter contre le gaspillage de cette

denrée dans une région aride et de répondre ainsi aux défis de développement socio-économique, a-t-il expliqué. La wilaya de Ghardaïa compte actuellement quelques 150 forages d'AEP dont six destinés à l'industrie avec un volume de 270 302 m³/jour, de 110 réservoirs de stockage et château d'eau d'une capacité globale de plus de 117 000 m³ et un réseau d'AEP estimé à plus de 1 500 km linéaire, selon les données de la direction des ressources en eau (DRE). Le taux de raccordement à l'eau potable dans la wilaya est estimé à 98% avec une dotation moyenne de 198 litres/jour par habitant.

A. H. /APS



Oran/ Destinés à la communauté établie à l'étranger Prochain lancement d'un projet de 800 unités de LPP

Des préparatifs sont en cours pour le lancement prochain de la réalisation d'un total de 800 unités de logements promotionnels publics (LPP), destinés à la communauté établie à l'étranger, a-t-on appris de la direction régionale de l'Entreprise nationale de la promotion immobilière. «Les études sont achevées pour la réalisation de ce programme. Nous sommes dans la phase de l'installation des entreprises au niveau des chantiers», a souligné à le directeur régional de l'entreprise, Abdellah Habita. Ce programme est réparti sur deux sites, dans la localité de Belgaïd, sur le prolongement Est de la

ville d'Oran, à savoir, près de la frange du littoral Est, a-t-il précisé, ajoutant qu'il s'agit de deux projets, l'un de 350 logements et l'autre de 450 Logements. Les travaux seront lancés prochainement pour un délai de réalisation de 24 mois, a-t-il noté. «Nous avons enregistré un engouement de la part de notre communauté établie à l'étranger pour acquérir ce type de logement. Les demandes se sont faites par Internet», a fait savoir le responsable, rappelant que l'ENPI avait informé les membres de la communauté algérienne à l'étranger sur les modalités et procédures d'acquisition de ces logements sur ces loge-

ments qui leur sont destinés. Par ailleurs, l'ENPI d'Oran élabore actuellement des cahiers de charge pour le lancement, cette année, d'un programme de 3 000 logements de type LPP à Messerghine et un autre programme de 500 unités de même type au niveau du quartier «Les Planteurs», près du port d'Oran. D'autres projets sont en phase de lancement par la même entreprise à Oran, dont ceux concernant les logements promotionnels libres (LPL) dans plusieurs zones du grand groupement urbain d'Oran.

F. Y.

Ouargla

Vers l'aménagement du parc de loisirs et d'attractions

Un projet a été retenu pour le réaménagement du parc de loisirs et d'attractions, dans la périphérie ouest de la ville de Ouargla, après avoir été laissé à l'abandon pendant de nombreuses années, a-t-on appris jeudi du directeur du tourisme et de l'artisanat (DTA) de la wilaya. Ce projet, dont l'étude technique visant à identifier les «points noirs» à éradiquer et les interventions à entreprendre concernant la modernisation et la rénovation de cette structure est en cours de concrétisation, en prévision du démarrage des travaux au second semestre de 2019, a été confié à la Société d'Investissement hôtelier (SIH), en vertu d'un contrat de «gré à gré», a affirmé Abdallah Belaïd. Inscrit dans le cadre d'un programme de développement pour conforter l'offre d'accueil touristique, ce projet qui englobe aussi une autre opération relative à la réalisation de deux hôtels, contribuera à atténuer le déficit en matière d'espaces de détente dans la wilaya,

a précisé M. Belaïd. Il traduit les efforts menés pour booster le tourisme, considéré comme un levier économique stratégique créateur de richesse et d'emplois, à travers l'exploitation efficiente des potentialités touristiques que recèle le territoire de cette wilaya du Sud-est du pays, a-t-il ajouté. Couvrant une superficie de plus de 140

hectares, près de la route nationale RN-49 menant vers la wilaya de Ghardaïa, le parc en question, composé notamment d'espaces verts, de lacs artificiels et de locaux commerciaux (kiosques, restaurants, cafétérias et autres), a ouvert ses portes au public depuis près de dix ans, avant d'être abandonné par ses loca-

taires privés, selon le même responsable. Il dispose aussi d'un parc aquatique et d'un autre zoologique, indique le même responsable, précisant que ces deux installations sont désormais opérationnelles, en dépit de différentes difficultés constatées au niveau de cet espace qui continue de subir de sérieuses dégradations

causées par les aléas climatiques et les actes de vandalismes. De nombreux citoyens, en particulier des parents, approchés par l'APS, se plaignent de la «situation désastreuse» de cette structure qui «tombe peu à peu en ruine» et «devenue au fil des années, un «lieu de délinquance».

A. O. /APS

Souk-Ahras

Une commission pour l'étude des dossiers de mise en conformité des constructions

Une commission de travail chargée de la supervision de l'opération de traitement des dossiers en instance de la mise en conformité des constructions dans le cadre de la loi 15/08, a été installée à Souk Ahras, a-t-on appris des services de la wilaya. Cette commission devant œuvrer à rattraper le retard «remarquable» dans le traitement des dossiers de la mise en conformité des constructions concernés par la loi 15/08 fixant les règles de la mise en conformité et de l'achèvement des constructions, est composée de cadres de la daïra, de la commune et des services de la wilaya, et des directions

de l'urbanisme et de la construction, des domaines publics, de la conservation foncière et du cadastre, a précisé la chargée de la communication de la wilaya, Assia Chalabi. Présidée par le directeur de la réglementation et des affaires générales (Drag) et du directeur de l'administration locale (DAL), cette instance a entamé son travail aujourd'hui, dès son installation, a fait savoir la même source. Le bilan réalisé jusque-là en matière de traitement des dossiers de la mise en conformité est «mitigé» souligne-t-on avec 1 582 dossiers traités sur un total de 5 879 dossiers déposés. Le chef de l'exécutif local,

Farid M'hamedi a insisté mercredi auprès des membres de cette commission sur l'importance d'établir un état des lieux quotidien de l'évolution de ce dossier, a-t-on encore indiqué. Dans ce sens, le même responsable a donné des instructions aux responsables concernés à l'effet de redoubler les efforts et de déterminer un délai pour le parachèvement de cette opération. L'application des dispositions contenues dans la loi 15/08 mettra fin aux dépassements enregistrés en matière d'urbanisme et contribuera à promouvoir le cadre de vie des citoyens, a-t-on conclu.

Sahara occidental

Les derniers développements de la question au centre d'une conférence

■ Les derniers développements de la question sahraouie ont été au centre d'une conférence, organisée par l'Institut pour un dialogue mondial, en coordination avec l'Université d'Afrique du Sud, l'Organisation de développement de l'Afrique australe (SADC) de solidarité avec le Sahara occidental et de soutien au droit du peuple sahraoui à l'indépendance et à l'autodétermination et l'Association Sandblast.

Par Farid M.

Selon l'agence de presse sahraouie (SPS), cette conférence a vu la participation de plusieurs ambassadeurs et diplomates accrédités à Pretoria, de professeurs et d'étudiants universitaires. Lors de cette conférence, l'accent a été mis sur l'intensification des efforts, le renforcement du rôle et de la solidarité de l'Afrique australe avec l'Afrique du Nord, tout en œuvrant à l'accélération du processus de décolonisation dans les territoires occupés de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Les participants ont accueilli favorablement le prochain sommet de SADC, car convaincus que le processus de décolonisation au Sahara occidental relevait de la responsabilité de l'Union africaine (UA) et que l'indépendance du Sahara occidental contribuerait à la complémentarité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et à l'intégration du Continent africain. Dans le cadre de l'intégration africaine, une délégation de la RASD a participé, aux côtés de représentantes d'organisations féminines des pays membres de l'Union africaine (UA), à la réunion sur la stratégie continentale de l'égalité Homme-Femme au siège de l'UA à New York. Organisée en marge de la 63^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW 63), cette réunion a pour objectif la vulgarisation de la stratégie de l'UA

visant la réalisation de l'équité Homme/Femme et l'autonomisation de la femme sur les plans régional et continental. Lors de cette réunion marquée par la participation de ministres, d'ambassadeurs, de représentants des pays membres de l'UA et d'experts, la RASD a été représentée par Aguilu Abba, qui a eu des entretiens avec plusieurs délégations participantes sur la condition et la situation de la femme dans la RASD et les derniers développements de la question sahraouie.

La diaspora en Europe manifeste à Genève contre la poursuite de l'occupation marocaine

La diaspora sahraouie en Europe a organisé une manifestation, place des Nations unies à Genève, pour dénoncer la poursuite de l'occupation par le Maroc du Sahara occidental et l'absence de progrès dans le processus de règlement du conflit parrainé par les Nations unies. Placée sous le mot d'ordre «Paix et justice pour le peuple sahraoui», cette manifestation organisée à l'appel des associations de la société civile sahraouie et à laquelle ont pris part également des personnalités politiques et des militants des droits de l'Homme de nombreux pays, s'est tenue en parallèle à une série d'activités et d'événements autour de «la paix et de la justice pour le peuple sahraoui du Sahara occidental, à Genève». «Pendant plus de quarante ans, le



peuple sahraoui a vécu sous l'occupation du Maroc en une partie de son territoire spolié et a souffert de plusieurs violations de droits humains», a déploré le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui. La manifestation de vendredi a eu lieu au lendemain de l'inauguration du Forum Crans-Montana dans le territoire occupé du Sahara occidental, avec le soutien du gouvernement marocain (du 14 au 16 mars). Les manifestants portaient des photos de dizaines de détenus politiques sahraouis dans les geôles de l'occupant marocain, appelant à leur libération immédiate après la dégradation de leur état de santé des suites de négligences médicales et de tortures. La manifestation de Genève s'inscrit aussi dans le cadre des campagnes de sensibilisation organisées par plusieurs villes européennes en vue

de trouver une solution immédiate au conflit à même de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination.

La région espagnole de Galice abritera la conférence des villes jumelles et solidaires

Les participants à la rencontre qui a regroupé une délégation du front Polisario et la plateforme de solidarité avec le peuple sahraoui, ont souligné la disponibilité de la ville de Vigo, dans la région espagnole Galice, à abriter la conférence des villes jumelles et solidaires avec le peuple sahraoui. «La tenue de la prochaine conférence constitue une occasion pour évaluer et définir les nouveaux mécanismes à même de consolider le soutien à la lutte du peuple sahraoui dans les domaines politique, juri-

dique et humanitaire», a indiqué l'agence de presse sahraouie (SPS), qui a cité le représentant du Front Polisario dans la région de Galice. De son côté, le préfet de la ville de Vigo a indiqué qu'il s'agit d'une rencontre entre des villes qui ont des liens avec le peuple sahraoui, au niveau européen, ajoutant que la conférence vise à coordonner l'action et à donner des propositions communes à même de booster le processus de décolonisation au Sahara occidental. La représentante du Polisario en Espagne, Kheira Bulahi, a saisi l'occasion de cette rencontre pour saluer le mouvement de solidarité dans cette région et évoquer les derniers développements de la lutte du peuple sahraoui. Elle a évoqué également les efforts de l'ONU visant à relancer des négociations sérieuses.

F. M./APS

Présidentielle en Mauritanie

Le candidat du pouvoir quitte le gouvernement

Le ministre mauritanien de la Défense, Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, candidat à l'élection présidentielle prévue en juin prochain, a quitté le gouvernement, selon un décret présidentiel. M. Ould Cheikh Mohamed Ahmed, compagnon de toujours du chef de l'Etat, Mohamed Ould Abdel Aziz, est remplacé par un civil, l'ancien Premier ministre Yahya Ould Hademine, jusqu'à présent ministre conseiller à la présidence, selon le décret annonçant ce remaniement, publié par l'agence de presse mauritanienne AMI. Outre le ministère de la Défense, le remaniement concerne trois portefeuilles : l'Equipement et les Transports, l'Education nationale, ainsi que l'Hydraulique et l'Assainissement. «Nous avons décidé de laisser à chaque parti la liberté de choisir son candidat, tout en continuant à coordonner nos positions, surtout en cas de

second tour», a affirmé cette semaine à la presse Mohamed Ould Moloud, président de la Coalition électorale de l'opposition démocratique (CEOD) qui regroupe la plupart des partis de l'opposition dite radicale. Alors que le militant antiesclavagiste Biram Ould Dah Ould Abeid, déjà candidat en 2014, a déjà

annoncé son intention de se présenter, les noms de plusieurs autres personnalités de l'opposition ont été évoqués mais les intéressés ne se sont pas encore déclarés. Parmi eux figure l'ancien Chef du gouvernement de transition (2005-2007) Sidi Mohamed Ould Boubacar. Deux formations de l'opposition, le

Rassemblement pour la démocratie et l'unité (RDU) et le parti Adil, ont en revanche décidé de soutenir le candidat du pouvoir. Le RDU vient d'être dissous avec 75 autres partis politiques, sur la centaine que compte le pays, car jugés insuffisamment représentatifs, après avoir échoué à obtenir au moins 1% des voix aux

municipales de 2013 et de 2018. Arrivé au pouvoir en 2008 puis élu en 2009 et réélu en 2014, le président Ould Abdel Aziz ne peut se représenter au terme de son second mandat qui s'achève en août.

A. O./Agences

Tunisie

15 bébés morts d'une infection nosocomiale

Quinze bébés sont décédés des suites d'une infection contractée dans une maternité publique en Tunisie, selon un nouveau bilan annoncé par la commission d'enquête chargée d'identifier les causes de ces décès. Sur les 22 nourrissons décédés dans ce service de néonatalogie du 6 au 15 mars, «15 de ces décès sont liés directement ou indirectement à l'infection bactérienne», a précisé le président de cette commission Mohamed Douagi. «C'est un bilan définitif de ce drame», a ajouté le D^r Douagi lors d'une

conférence de presse diffusée sur internet, précisant que les sept autres décès n'ont aucune relation avec cette infection. Lundi, le ministère de la Santé avait annoncé la mort de 12 bébés d'une infection nosocomiale dans la maternité du complexe hospitalier de Rabta, dans la capitale Tunis. Cette affaire a déclenché de vives critiques contre la gestion du secteur de la santé publique dans le pays. Une page Facebook nommée «Balance ton hôpital» a publié ces derniers jours des témoignages accablants sur la

saleté, les défaillances dans la gestion du personnel ou encore le manque de matériel et de moyens dans de nombreux hôpitaux publics. «Tout le secteur de la santé est dans un état d'urgence !», avait tonné Sonia Ben Cheikh, ministre de la Santé par intérim nommée après le drame. Son prédécesseur Abderraouf Chérif, en place depuis quelques mois seulement, a démissionné après l'indignation déclenchée par ces décès.

R. M.



Proche-Orient

Israël pilonne Ghaza

■ Israël a riposté lourdement vendredi à des tirs de roquettes de la bande de Ghaza vers son territoire dont la capitale économique Tel-Aviv, en pilonnant des dizaines de positions du mouvement islamiste palestinien Hamas, dans une période à hauts risques.

Ces hostilités ont ravivé de nouveau le spectre d'un conflit à Ghaza, où Israël et le Hamas ainsi que ses alliés se sont livrés trois guerres depuis que le mouvement islamiste a pris le pouvoir en 2007. Elles interviennent après plusieurs semaines de tensions et en pleine campagne électorale israélienne. Toutefois, les principaux acteurs, le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le Hamas, passent pour chercher à éviter la confrontation ouverte. Le calme est revenu vendredi après les opérations israéliennes et la volonté semblait de part et d'autre à l'apaisement. Ce nouvel accès de fièvre a commencé jeudi soir quand deux roquettes ont été tirées vers la région de Tel-Aviv. L'un des

engins est tombé en mer, l'autre en dehors de la cité côtière, a dit le maire, Ron Huldai. En tout, l'armée israélienne a fait état de dix tirs de roquettes depuis jeudi, dont une partie a été interceptée par la défense anti-aérienne. Aucun blessé n'a été rapporté. Mais les roquettes ont déclenché les sirènes dans les localités israéliennes et conduit les autorités à rouvrir les abris. En représailles, les avions de combat et les hélicoptères d'attaque ont conduit vendredi aux premières heures une centaine de frappes contre des positions du Hamas, dont un important site souterrain de fabrication de roquettes, selon l'armée. Les explosions ont retenti toute la nuit à travers le territoire coincé entre Israël, Egypte et Méditerranée. Quatre



Ph. A. D. R.



Impuissance

Veto

Par Fouzia Mahmoudi

Il est aujourd'hui difficile de dissocier Donald Trump de son projet de mur contre l'immigration illégale à la frontière avec le Mexique. Un projet que le président américain porte depuis plusieurs années et qui pourrait aujourd'hui, contre toute attente, finalement voir le jour. Et aujourd'hui pour défendre son mur, le président Donald Trump a fait usage, pour la première fois, de son veto pour bloquer une résolution du Congrès. Le Sénat ayant en effet infligé jeudi un véritable camouflet à l'ancien homme d'affaires new-yorkais en votant, avec l'appui de douze sénateurs de son propre camp Républicain, un texte bloquant la procédure d'urgence qu'il avait décrétée pour débloquer des fonds dédiés à la construction de l'édifice controversé. «Le Congrès a la liberté de voter cette résolution et j'ai le devoir d'y opposer mon veto», a lancé le président américain depuis le Bureau ovale. «C'est une résolution dangereuse», a-t-il ajouté lors d'une cérémonie de signature où il était entouré de plusieurs membres de son équipe, comme pour contrecarrer l'image d'un président isolé après la véritable gifle politique reçue la veille. «Je crois que je n'ai jamais été aussi fier d'être debout à vos côtés aujourd'hui», a lancé le vice-président Mike Pence. «Le fait qu'il s'agisse d'une situation d'urgence est indéniable», a sursauté le ministre de la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen. Il paraît hautement improbable que le Congrès puisse outrepasser le veto présidentiel, car cela nécessiterait une majorité des deux tiers dans les deux chambres. Pendant plusieurs jours, Donald Trump a tenté, tweets à l'appui, de mettre la pression sur les sénateurs Républicains afin d'éviter ce revers qui tombe dans une période particulièrement difficile. Pour s'assurer que des fonds soient rapidement débloqués pour le «magnifique mur» vanté lors de ses rassemblements «Make America Great Again», Donald Trump avait aussi défendu, en vain, la constitutionnalité de sa décision de recourir à cette procédure d'exception pour obtenir quelque 8 milliards de dollars. Le débat n'est pas théorique : c'est parce qu'ils estiment qu'il a piétiné, avec cette mesure, les pouvoirs du Congrès qu'autant de sénateurs Républicains ont soutenu la résolution Démocrate. L'ex-candidat à la présidentielle en 2012, Mitt Romney, a ainsi expliqué vouloir voter «en faveur de la Constitution». «Les gens n'aiment pas le mot invasion, mais c'est bien de cela qu'il s'agit», a lancé Donald Trump vendredi en évoquant l'immigration clandestine, et en dénonçant un vote des élus du Congrès «contre la réalité». Au total, 59 sénateurs sur 100 ont soutenu une résolution Démocrate proclamant que l'urgence nationale déclarée par le président le 15 février 2019 était «annulée». Farouchement opposée au mur de Donald Trump, la responsable démocrate Nancy Pelosi plaide plutôt pour un renforcement des mesures de contrôle aux postes-frontières. Leur bras de fer autour de cette question a plongé les États-Unis dans la plus longue paralysie budgétaire de leur histoire, pendant 35 jours entre décembre et janvier. Reste à savoir si le président malgré tous ses efforts mènera à bout son projet titanique et surtout si l'opinion, et en particulier sa base électorale, acceptera que ses impôts servent à payer le mur alors que Trump avait durant sa campagne présidentielle promis que le Mexique serait celui qui paierait pour cette barrière polémique.

F. M.

personnes ont été blessées, selon les autorités gazaouies. Mais les sites visés par Israël avaient été évacués, par anticipation. Le Hamas et le Jihad islamique, son allié et autre mouvement islamiste, ont démenti être à l'origine des tirs en direction de Tel-Aviv, laissant supposer que ceux-ci pourraient être le fait de groupes rivaux ou dissidents. Cependant, Israël a assuré que le coupable était bien le Hamas. Le fait que Tel-Aviv, à des dizaines de kilomètres de Ghaza, soit menacée confère pour Israël une gravité particulière à ces actes. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a rapidement réuni les responsables sécuritaires. Il est en pleine campagne électorale et cherche à imposer l'image de meilleur garant de la sécurité nationale. Dimanche encore, il menaçait d'une «opération d'envergure» si nécessaire. Son principal adversaire aux élections du 9 avril, l'ancien chef d'état-major Benny Gantz, a réclamé une «riposte sévère» ainsi que «la mise en place d'une politique dure et cohérente contre le

Hamas». Israël a cependant reçu le soutien de l'administration Trump, son grand allié. Israël a le droit de se protéger contre les attaques de «terroristes (...) armés et financés par leurs marionnettistes à Téhéran», a tweeté le secrétaire d'État américain Mike Pompeo. Les protagonistes paraissent s'employer vendredi à dissiper les tensions. Côté israélien, la presse indiquait que les roquettes de type Fajr pourraient être parties malencontreusement en direction de Tel-Aviv lors d'une intervention de maintenance. Les principaux groupes palestiniens ont eux décidé de respecter la trêve du moment qu'Israël «cesse ses actes d'agression», a dit à l'AFP un porte-parole du Jihad islamique, tandis que le voisin égyptien, intercesseur historique à Ghaza, et les Nations unies poursuivaient leurs efforts de médiation. Le comité organisant tous les vendredis la contestation appelée «Grande marche du retour» a, «dans l'intérêt du public», annoncé le report des rassemblements prévus le jour même le long de la frontière

israélienne. C'est une première depuis le début du mouvement lancé en mars 2018 contre le blocus israélien et pour le retour des réfugiés palestiniens chassés ou ayant quitté leurs terres à la création d'Israël. Les organisateurs et le Hamas affirment que le mouvement est indépendant. Mais le Hamas a démontré qu'il était sous son contrôle. Israël l'accuse de s'en servir pour des agissements hostiles. Depuis mars 2018, plus de 250 Gazaouis ont été tués par des tirs israéliens, la grande majorité lors de ces manifestations, souvent accompagnées de violences, d'autres dans des frappes israéliennes. Deux soldats israéliens ont été tués depuis lors. Les tensions demeurent vives. La situation économique à Ghaza, éprouvée par la pauvreté, les pénuries et le chômage, continue de susciter l'inquiétude. Les forces du Hamas ont dispersé jeudi soir de rares manifestations pour une amélioration des conditions de vie. Le Hamas est fréquemment accusé de soulager la pression domestique en détournant l'attention sur Israël. Rosa C.

Syrie

Tirs sporadiques sur le front anti-EI

Des tirs sporadiques sont entendus samedi sur le front dans l'est de la Syrie, où des forces antiterroristes soutenues par les États-Unis tentent de chasser le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) de son ultime réduit. Les échanges de tirs continuent, a indiqué Adnane Afrine, un porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), engagées dans cette dernière bataille avec le soutien de la coalition internationale emmenée par les États-Unis, cité par l'AFP Daech

est désormais acculé dans un bout de terre du village de Baghouz (province de Deir Ezzor), dont la majorité a été prise par les FDS durant l'offensive lancée il y a plusieurs mois. Les FDS sont repartis à l'assaut dimanche dernier après une pause pour épargner les milliers de personnes qui avaient fui le réduit. Intenses en début de semaine, les frappes aériennes, les tirs d'obus et les combats au sol ont à nouveau progressivement perdu en intensité pour le même motif. Depuis lundi, plus

de 4 000 personnes en grande partie des terroristes ont quitté le réduit, selon la force arabo-kurde des FDS Samedi matin, aucune personne n'était encore sortie de la poche terroriste, a déclaré M. Afrine. «Aucune personne ne s'est rendue, il n'y a aucun signe de capitulation». Vendredi, trois kamikazes de l'EI se sont faufiletés parmi les personnes fuyant le réduit et se sont fait exploser, tuant au moins six d'entre elles, une première depuis le début des évacuations.

Relizane

Commémoration du 57^e anniversaire de la mort du martyr Benadda Benaouda

■ La wilaya de Relizane a commémoré, jeudi, le 57^e anniversaire de la mort du chahid commandant Benadda Benaouda dit «Si Zeghloul», en présence des autorités locales et de membres de la famille révolutionnaire.

Maya Gh.

Présidée par la wali de Relizane, Nacéra Brahimi, cette cérémonie a été marquée par un recueillement à la mémoire des chouhada devant la stèle

commémorative érigée dans la ferme de Ouled Berekhrokh dans la commune d'El Hamri (daïra de Jdiouia) où est tombé Si Zeghloul au champ d'honneur le 14 mars 1962. La commémoration de cet anniversaire a également donné lieu à un cross scolaire avec la participation de 57 élèves sur un parcours de 1 200 mètres, ainsi qu'à la plantation symbolique de 50 arbustes de pin d'Alep à proximité du lieu de la mort du chahid Benadda Benaouda. A l'occasion, le moudjahid Ali Ammar, la moudjahida Yamina Farah et la fille du chahid Abdelkader Sammet ont été honorés. Né en 1927 au douar Anatra dans la commune de Sidi M'hamed Benaouda (Relizane), Benadda Benaouda a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1956. Il fut nommé chef des opérations militaires avec le grade de lieutenant et dirigea la zone s'étendant de Nedroma à Oran. Le chahid Si Zeghloul a

pris part à plusieurs batailles contre les forces du colonisateur français, dont la célèbre bataille de Sidi Ghalem dans la commune de Tafraoui (wilaya d'Oran). Il fut promu, après le congrès de la Soummam, au grade de lieutenant colonel puis chef militaire de la zone 4 de la Wilaya V historique avant d'être arrêté en 1959 dans les environs d'Ain Témouchent avec des blessures graves lors d'un accrochage avec l'armée coloniale, selon la chercheuse en histoire de la région, Leïla Blekacem. Après avoir subi des tortures et condamné à mort le 3 mai 1960 par le tribunal militaire colonial d'Oran, il réussit à s'évader en 1961 de la prison et fut désigné commandant de l'ALN dans la Wilaya historique V. Il mena ensuite plusieurs opérations militaires avant de tomber au champ d'honneur le 14 mars 1962 dans une embuscade de l'armée française

M. Gh./APS



Ouargla

58^e anniversaire des manifestations populaires de Taïbet

La wilaya de Ouargla a commémoré mercredi le 58^e anniversaire des manifestations populaires qu'a vécues Taïbet le 13 mars 1962, à travers l'organisation d'activités commémoratives et de renouvellement du serment aux chouhada de la glorieuse guerre de Libération

nationale.

La nouvelle bibliothèque publique, inaugurée à cette occasion dans la localité de Delilaye, commune de Taïbet (200 km au nord-est de Ouargla), a servi de cadre à une conférence animée par des universitaires et moudjahidine, qui ont retracé

les péripéties de ces manifestations venues en prolongement de celles du 27 février 1962 à Ouargla et du 7 mars 1962 à Touggourt.

Ces manifestations avaient pour but de mettre en échec les desseins de la France coloniale visant la séparation du Sahara

du reste du pays et soutenir le gouvernement provisoire algérien et la délégation algérienne participant aux négociations d'Evian couronnées du cessez-le-feu.

Les populations locales, issues des localités de M'naguer, Bennacer et Taïbet, étaient alors

sorties manifester, depuis la localité de M'naguer vers la zaouia de Ali Benseddik, clamant leur attachement à l'unité, l'intégrité du territoire et à l'indépendance de l'Algérie et le rejet de toute tentative de séparation du Sahara du reste du pays.

Face à la situation, les autorités coloniales ont mobilisé des forces lourdement armées, appuyées par des blindés et des avions, pour venir à bout de ce mouvement de résistance populaire qui s'est soldée par 11 martyrs et des dizaines de blessés dans les rangs de la population algérienne sans défense et l'arrestation de nombreux citoyens, transférés ensuite aux centres de détention et de torture de Touggourt et Djamaâ, selon des sources historiques.

Les festivités commémoratives ont donné lieu à l'organisation d'une exposition riche en ouvrages, documents et photos, mettant en relief des pans de la glorieuse guerre de Libération et la lutte du peuple algérien durant la révolution, et une autre de produits de l'artisanat et agricoles de la région.

M. O.

Liens historiques entre l'Algérie et l'Indonésie

Bientôt une stèle dédiée au dirigeant Ahmed Soekarno à Alger

Une stèle dédiée au dirigeant Ahmed Soekarno sera «prochainement» érigée à Alger afin de renforcer les liens historiques entre l'Algérie et l'Indonésie, a-t-on appris lors d'une visite du gouverneur de la province Java occidentale, Ridwane Kamil, lundi dans la wilaya de Sétif.

Ce dernier a précisé, dans une déclaration à l'APS en marge d'une réunion portant sur les perspectives de coopération et d'investissement dans divers domaines, au siège du musée national de Sétif, qu'un travail est en cours pour «ériger une stèle à la mémoire du premier président indonésien, Ahmed Soekarno, en vue de renforcer les liens historiques entre l'Algérie et l'Indonésie, qui remontent à la Conférence de Bandung (premier noyau du Mouvement des non-alignés) et à laquelle le Front de libération natio-

nale avait assisté en 1955, en tant qu'observateur».

Le gouverneur de la province de Java occidentale était accompagné de l'ambassadrice d'Indonésie en Algérie, Safira Machrusah, du président de la Chambre de commerce de Java occidentale ainsi que de plusieurs investisseurs et hommes d'affaires indonésiens en plus d'opérateurs économiques locaux.

Le gouverneur de la province de Java occidentale a fait savoir que la réalisation de la stèle de Soekarno à Alger et l'ouverture d'un café dans la ville de Sétif, proposant un café 100% indonésien, considéré comme l'un des meilleurs produits de Java occidental, est une «première étape, à court terme, dans le domaine de l'investissement qui sera suivi d'autres initiatives», invitait les investis-

seurs algériens à se rendre dans la zone industrielle de Java occidentale où il est possible d'investir «très vite».

Le responsable indonésien a également souligné que sa visite dans la ville de Sétif revêt des dimensions historiques, économiques et religieuses, et s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des accords d'investissement conclus antérieurement avec la wilaya de Sétif, faisant état, en outre, de toutes les opportunités de coopération et de partenariat disponibles entre Sétif et Java occidental.

Précisant que cette province compte 50 millions d'âmes, avec une croissance annuelle de 5%, il s'est dit confiant que Java occidentale constituera «un marché très important pour les produits algériens».

Ali T.

Rencontre

2^e édition du séminaire «Histoire de Mostaganem à travers les âges»

La maison de la culture «Ould-Abderrahmane-Kaki» de Mostaganem abrite la deuxième édition du séminaire national «Histoire de Mostaganem à travers les âges», a-t-on appris jeudi des organisateurs.

Cette rencontre, organisée par l'association «Bataille Mazaghran» du patrimoine culturel et historique, enregistra la participation de 35 universitaires et chercheurs des universités de Mostaganem, Oran, Alger,

Constantine, Tiaret, Mascara, Djelfa, Chlef, Saida, Béchar, ainsi que ceux du Centre universitaire de Relizane et du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran.

Ce séminaire vise à faire connaître l'histoire de Mostaganem, mettre en exergue des sites historiques, culturels, culturels et artistiques de cette région. Il sera procédé, lors de cette rencontre organisée en collaboration avec deux labora-

toires de l'université d'Oran, le musée de wilaya du moudjahid, à l'évocation du combat politique et révolutionnaire de Mostaganem durant l'époque coloniale française ainsi que du mouvement artistique et associatif au début du siècle dernier au déclenchement de la guerre de Libération nationale (1900-1954). Les participants devront animer des conférences sur plusieurs thématiques relatives à l'histoire ancienne de

Mostaganem, à sa préhistoire, au développement politique et civilisationnel de la région à l'ère des royaumes musulmans, les offensives des flottes espagnoles et françaises contre le littoral de Mostaganem, les réalisations civilisationnelles, scientifiques et urbanistiques durant l'époque ottomane (1517-1830).

Ils débattront également lors des plénières et des différents ateliers de plusieurs thèmes historiques comme l'occupation

française de la ville de Mostaganem, la résistance populaire, l'action politique durant la guerre de Libération nationale, le patrimoine matériel et immatériel de la région, entre autres. Les organisateurs de ce colloque, qui coïncide avec la célébration de la fête de la Victoire (19 mars), prévoient une soirée artistique avec des troupes de musique châabi et andalou.

APS



CAN2019 (qualification/6^e journée/Gr : D)
Algérie- Gambie

20 joueurs convoqués pour affronter les Verts

LE SÉLECTIONNEUR belge de la Gambie, Tom Saintfiet, a dévoilé ce vendredi à Banjul une liste de 20 joueurs en vue de la rencontre contre l'Algérie prévue le 22 mars prochain à 20h45 au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour le compte de la sixième et dernière journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN2019, groupe D. La liste est marquée par le rappel de Omar Colley alors que plusieurs cadres sont absents en raison de blessures ou de suspension. Parmi les nouveaux joueurs convoqués, Kalifa Manneh (Catane) et l'attaquant Nuha Marong Krubally (Atletico Baléares). Le coach belge a estimé que la rencontre contre l'Algérie du 22 mars est la plus importante des Scorpions dans la campagne des éliminatoires de la CAN2019. «C'est le match le plus important de nos éliminatoires, car trois équipes se disputent une place qualificative. C'est à nous de battre l'Algérie et d'espérer que le Bénin et le Togo se neutralisent», a déclaré Tom Saintfiet au cours d'une conférence de presse. «Ce sera plein de tension, d'espoir et d'attentes, mais nous serons concentrés et déterminés à tout mettre en œuvre pour faire ce qui est attendu», a-t-il ajouté. Selon le technicien belge, son équipe fera le maximum pour réussir l'exploit de battre l'Algérie.

«Certes, notre destin n'est pas entre nos mains, mais mon équipe a l'ambition de tout faire pour gagner. Nous allons tout faire pour atteindre cet objectif», at-il ajouté. Pour le match face à l'Algérie, la sélection gambienne sera privée du duo Assan Ceesay - Lamin Jallow, suspendu pour cumul de cartons, alors que Mustapha Carayol, Moussa Njie, Yushupha Bobb et Pa Moudou sont forfaités pour cause de blessures. Les 20 joueurs convoqués sont attendus le lundi 18 mars à Banjul. Ils se rendront ensuite à Casablanca (Maroc) pour un court stage de préparation avant de rallier l'Algérie jeudi soir. Avant la sixième et dernière journée des qualifications, l'Algérie qui trône en tête du groupe D (10 pts) est déjà qualifiée pour la CAN 2019. Le second billet se jouera entre la Gambie, le Bénin et le Togo. La Gambie qui partage la troisième place avec le Togo (5 points) est condamnée à s'imposer en Algérie pour espérer se qualifier. Le Togo doit gagner contre le Bénin (2^e/7points) alors que son adversaire pourrait se contenter d'un nul pour aller à la phase finale CAN 2019 qui va se jouer pour la première dans l'histoire de la compétition en présence de 24 nations. La phase finale de la CAN2019 aura lieu en Egypte du 21 juin au 19 juillet.

Belmadi convoque 26 joueurs pour Algérie-Tunisie Des surprises à la pelle

■ Le coach des Verts a fait appel à 26 joueurs pour le match face à la Gambie qui se jouera le 22 mars prochain au stade Tchaker de Blida, ainsi que celui amical contre la Tunisie, prévu pour le mardi 26 mars à 20h45, également à Tchaker.



Par Mahfoud M.

Le sélectionneur national a rappelé des joueurs qui étaient avec l'EN, dont le défenseur du FC Naples, Abdellaoui, qui se serait remis de sa blessure après avoir raté les derniers matchs de la sélection. Attal qui était également blessé fait son come-back étant donné qu'il s'est rétabli et a repris la compétition avec son équipe de l'OGC Nice. Le gardien Oukidja fait sa réapparition, tandis que Mbolhi n'est pas présent sur cette liste pour des raisons que le sélectionneur n'éclaircira pas. Au milieu du terrain, le coach national a fait appel au joueur du Havre, Lekhal, alors que ce dernier n'effectue pas vraiment une saison extraordinaire, c'est d'ailleurs la grande surprise de cette liste,

étant donné que personne ne comprend sa présence sur la liste aux dépens du milieu de terrain du Spartak Moscou, Sofiane Hanni qui revient pourtant en force et présente un rendement des plus constants. Par contre, le retour de Feghouli est logique, tant ce dernier présente un grand rendement avec la formation de Galatasaray. Aussi, les attaquants Benrahma et Derfalou sont de retour chez les Verts, alors que Bounedjah et Belaili ont été confirmés. Slimani, lui,

fait les frais de sa saison catastrophique avec le club turc de Fenarbacı, sachant qu'il n'a pas été à la hauteur de sa réputation et n'a pas pu marquer un nombre suffisant de buts. Le coach Belmadi souhaite pouvoir préparer un groupe capable de relever le défi lors de la CAN 2019 qui se jouera au mois de juin en Egypte, même s'il sait que ce ne sera pas facile, vu qu'il a dû reprendre tout à zéro après avoir hérité d'un groupe anéanti.

M. M.

Liste des joueurs :

Gardiens : Zeghba , Doukha, Oukidja.

Défenseurs : Mandi, Hassani, Loucif, Bensebaïni, Halliche, Abdellaoui, Benlamri, Attal, Farés.

Milieux : Benkhemassa, Taïder, Benaccer, Abid Feghouli, Lekhal, Boudaoui.

Attaquants : Naïdji, Ounas, Mahrez, Benrahma, Derfalou, Bounedjah, Belaili.

FC Porto

Brahimi intéresse l'Olympique de Marseille

L'INTERNATIONAL algérien du FC Porto, Yacine Brahimi, dont le contrat expire l'été prochain, est convoité par l'Olympique de Marseille (Ligue1 française), rapporte vendredi le site spécialisé «cmjornal». «Au Portugal, cela fait des mois que le nom de l'OM revient avec insistance concernant Yacine Brahimi. L'international algérien de 29 ans sera libre en juin prochain et devrait quitter le FC Porto et l'OM est candidat à son recrutement», a écrit le site

«cmjornal». Selon la même source, l'Algérien intéresse d'autres clubs européens, notamment l'AC Milan et l'Inter Milan (Série A Italienne). Cette saison, Brahimi a disputé 38 matches toutes compétitions confondues, inscrivant 10 buts. Brahimi (29 ans) est en train probablement de vivre ses derniers mois avec Porto qu'il avait rejoint en 2014, puisqu'il sera en fin de contrat en juin. Les tentatives de la direction pour le prolonger ont échoué.

Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball (dames)/ Tirage au sort Le GSP versé dans le groupe D

LES VOLLEYEUSES algériennes du GS Pétroliers ont hérité du groupe D au Championnat d'Afrique des clubs féminin, prévu du 16 au 26 mars au Caire, à l'issue du tirage au sort effectué vendredi dans la capitale égyptienne le Caire. Les Pétrolières évolueront aux côtés de l'ASEC Mimosa (Côte d'Ivoire), Prisons (Kenya), Al Chams (Egypte) et Nkomba (Ouganda). Les Algériennes devaient jouer leur premier match hier, face aux Egyptiennes d'Al Chams. Le club organisateur et tenant du trophée, Al Ahly du Caire, a été versé

dans le groupe A avec le Club des douanes (Nigeria), Canon (RD Congo) et USFA (Burundi). Les Pétrolières, qui ont effectué leur préparation en Tunisie, sont à pied d'œuvre au Caire depuis mercredi matin afin de préparer la compétition dans les meilleures conditions. Les deux premiers de chaque groupe (A, B, C, D) se qualifieront aux quarts de finale du tournoi.

La précédente édition s'était déroulée en 2018 en Egypte également avec la participation de 19 équipes.

Coupe de la CAF Le NAHD jouera sa finale face au Zamalek

Le Nasr d'Houssein-Dey jouera cet après-midi au stade du 5-Juillet, à Alger, sa finale face au Zamalek, lors de cette dernière journée de la phase des poules de la Coupe de la CAF. Le Nasria qui dispose de sept points et se trouve à la seconde place du groupe D, a besoin des trois points du succès pour arracher son billet pour les quarts de finale pour éviter tout calcul. La mis-

sion sera très difficile face à une formation du Zamalek qui est revenue en force et a pris les commandes de ce groupe, avec huit points. Les Egyptiens ont enregistré deux succès consécutifs, dont le dernier fut face à l'équipe kényane qu'ils ont battu sur le score de (4-0). Les Sang et Or sont conscients de ce qui les attend, surtout que leur sort est entre leurs mains et

il leur faudra l'emporter avec le soutien de leur public et sur leurs bases. Le Nasria jouera sans deux de ses cadres, à savoir Gasmı, blessé, après avoir effectué une opération chirurgicale, et Khıat qui est suspendu après avoir écopé du deuxième avertissement face au Pédro Atlético. Le coach Ighıl a sa petite idée sur les joueurs qui pourraient remplacer ces éléments et n'effectuera pas dans le même temps de gros changements. Aınsı, Larıbi devrait prendre sa place en défense centrale en remplacement de Khıat, alors qu'il est possible qu'il fasse des changements en attaque, sachant qu'il n'a pas été satisfait du rendement du Camerounais Ntankeu qui n'a pas donné le plus attendu de lui lors du dernier match face aux Angolais. Toutefois, les Sang et Or devront faire très attention à cette équipe du Zamalek qui se présentera avec toutes ses vedettes dont Obama, Kahraıba et le Marocain Boutayeb qui avait marqué le but du club égyptien à l'aller. M. M.

Athlétisme / Journée Elite et jeunes talents sportifs Forte participation attendue à Béjaïa

TROIS-CENT-VINGT athlètes, représentant 75 clubs de 18 wilayas, ont été engagés dans «La Journée Elite et Jeunes talents sportifs», prévue le hier 16 mars 2019 au stade de Souk El Téıneı (Béjaıa), a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). «Le principal objectif pour ces athlètes est de réaliser les minima nécessaires pour participer aux prochaines compétitions internationales», a encore précisé la FAA. En ce qui concerne les

seniors, l'objectif sera de décrocher un billet qualificatif pour les prochains Championnats arabes d'athlétisme, prévus du 5 au 8 avril 2019 au Caire (Egypte), alors que pour les plus jeunes, ce sont les Championnats d'Afrique U18 et U20 qui seront en ligne de mire. Ces compétitions continentales des moins de 18 ans et des moins de 20 ans auront lieu du 16 au 20 avril 2019 à Abıdjan, en Côte d'Ivoire.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Souk Ahras

Saisie de plus de 9 300 comprimés psychotropes

UNE QUANTITÉ de 9 322 comprimés psychotropes a été saisie par les éléments de la brigade criminelle de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Souk Ahras, dans deux opérations distinctes, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Ces opérations se sont également soldées par l'arrestation d'un groupe de criminels spécialisés dans le stockage, le transport, la distribution et la commercialisation des comprimés psychotropes et la contrebande des produits pharmaceutiques, a précisé le chargé de l'information et de la communication de la sûreté de wilaya, Karim Merdaci. L'enquête a été déclenchée par le suivi des mouvements signalés «suspects» de certains individus, identifiés comme appartenant à des réseaux criminels spécialisés dans la commercialisation des comprimés psychotropes au centre ville de Souk Ahras, a souligné la même source, indiquant que l'opération a permis l'arrestation, en flagrant délit, de deux personnes âgées entre 20

et 30 ans avec, en leur possession, 5 962 comprimés classés hallucinogènes. Les deux mis en cause ont été présentés devant le tribunal de Souk Ahras et placés sous mandat de dépôt, a-t-on noté. Selon la même source, une seconde opération du genre a permis la saisie de 3 360 comprimés psychotropes et l'arrestation de trois personnes, âgées entre 27 et 33 ans, précisant que suite à des informations sur des activités suspectes des trois individus, une enquête a été lancée et les investigations ont retracé les allées et venues de ce groupe ainsi que ses activités. Les trois mis en cause ont été appréhendés dans une des cités du chef-lieu de wilaya, à bord d'un véhicule, où la quantité de psychotropes a été découverte, selon la même source. L'accusé principal dans cette affaire a été placé sous mandat de dépôt pour «contrebande de produits pharmaceutiques», tandis que les deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire.

M. L.

Canada

Un sommet pour la protection de la nature à Montréal en avril

LA VILLE de Montréal va accueillir les 24 et 25 avril prochain le Sommet des champions de la nature, destiné à faire émerger une coalition internationale pour préserver la biodiversité, rapportent hier des médias locaux. Ce conclave réunira de grands donateurs, des chefs d'entreprise, des ONG, des organismes des Nations unies, des dirigeants des communautés autochtones et des ministres de l'environnement des quatre coins du monde, dans le souci de faire progresser la protection de la nature à travers la planète. «En accueillant le Sommet des champions de la nature, le Canada saisit une occasion urgente de travailler avec les dirigeants internationaux pour faire avancer un programme ambitieux pour protéger la nature dans le monde», a indiqué la ministre canadienne de l'Environnement et du Changement climatique, Catherine McKenna. Le sommet se veut une plateforme à même

de permettre aux participants de mettre en valeur leurs engagements et développer de nouveaux partenariats afin de faire face à l'urgence que représente la préservation de la biodiversité et des écosystèmes. Plusieurs thèmes seront discutés lors de ce sommet portant notamment sur l'identification et la suppression des obstacles liés à la protection de la nature, les partenariats avec les communautés autochtones et l'intégration de leurs connaissances dans les activités d'intendance. L'accent sera également mis sur les moyens de protection des espaces naturels, des océans et des changements climatiques ainsi que sur le financement novateur de solutions fondées sur la nature. Le Sommet des champions de la nature devra être un prélude aux discussions qui auront lieu en Chine lors de la quinzième Conférence des Parties à la convention sur la diversité biologique prévue en 2020.

Amine H.

Béjaïa

Manifestation à Darguina

UNE MARCHÉ de protestation s'inscrivant dans la dynamique populaire en cours a été organisée hier dans les rues de Darguina, à l'est de la wilaya de Béjaïa. Selon des manifestants et des échos, cette action n'est que le prolongement du mouvement populaire en cours depuis un mois dans le pays et qui vise à un changement radical du régime politique dans le pays. Des milliers de personnes ont investi la rue pour confirmer la détermination populaire à poursuivre la contestation et le combat pacifique afin d'instaurer une deuxième république et un Etat de droit. Il s'agit

aussi de rejeter les offres faites dernièrement par le pouvoir. Notons que des appels sont d'ores et déjà lancés pour de nouvelles manifestations vendredi prochain dans les 48 wilayas du pays. Des appels ont été lancés aussi aux élus (APC, APW et parlementaires) pour organiser une marche cette semaine. Notons que l'état du policier de Béjaïa, qui a participé à la marche avant-hier est stable. Ayant été victime d'un malaise, il a été évacué par des manifestants au CHU Khellil-Amrane où il est pris en charge. Des marques de soutien et de solidarité lui ont été manifestées.

H. C.

Nouvelle-Zélande: L'auteur du carnage dans la mosquée est un extrémiste fasciste Australien



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Boudjima (Tizi Ouzou)/ Offerts par l'association «Un livre, Une vie»

La bibliothèque «Mohya» reçoit un don de plus de 1 500 livres

■ La bibliothèque communale «Mohya-Abdellah» de Boudjima (27 km au nord-est de Tizi Ouzou) a reçu, en fin de semaine écoulée, un nouveau lot de livres offert par l'association «Un livre, Une vie» basée en France, a-t-on appris auprès de la mairie.

Par Hamid Messir

Un colis de 1 571 livres a été réceptionné par les responsables de cette bibliothèque, au bonheur des nombreux adhérents qui la fréquentent parmi les écoliers et autres franges de la société. L'association «Un livre, Une vie» n'est pas à sa première action en faveur de la lecture dans la région, puisqu'elle a été à l'origine de l'ouverture de cette même bibliothèque de Boudjima ainsi que d'autres à Boudjima, Tizirt et Iflissen. Comme elle est partie prenante dans l'organisation du salon du livre de Boudjima dont on s'apprête à vivre cette année

la sixième édition. Basée à Paris, elle est constituée de ressortissants algériens établis en France et natifs des régions de Boudjima, Makouda, Mizrana,

Iflissen et Tizirt, où d'ailleurs elle compte ouvrir d'autres bibliothèques et les doter en ouvrages.

H. M.

Constantine

Fin des travaux de consolidation des stations du téléphérique

LES TRAVAUX de consolidation des trois stations du téléphérique de Constantine, à l'arrêt depuis le 2 avril 2018, ont été parachevés, a indiqué hier le directeur général adjoint de l'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC), Larbi Boumediene. Lancée depuis deux mois, l'opération qui s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation globale du téléphérique de cette ville a concerné les trois stations Tatch Belkacem, le CHU Benbadis et la cité Emir Abdelkader, a précisé à l'APS le même responsable. L'opération, dont l'étude technique a été réalisée par un bureau algérien et exécutée par l'ETAC, a nécessité «une planification préalable minutieuse pour tenir compte de la sécurité des travailleurs et des

usagers des routes se trouvant en contrebas car les travaux sont effectués à plus de 700 mètres de haut par endroit», a ajouté M. Boumediene. Le projet de modernisation globale du téléphérique, projeté en 16 mois, dont l'étude a été menée par un bureau technique français portera sur des modifications à 90% du système d'exploitation automatique, a-t-il ajouté, assurant que les travaux de maintenance et de réhabilitation se déroulent à «excellent» un rythme. Depuis son entrée en activité, le téléphérique de Constantine s'est affirmé comme un moyen de transport majeur des habitants de la cité du Vieux rocher du centre-ville à la cité Emir Abdelkader en passant par le CHU Benbadis.

Hani Y.